

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MINGAN
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE SEPT-RIVIÈRES**

PROCÈS-VERBAL de la session régulière du Conseil de la Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières, tenue le vingt et unième du mois d'avril de l'an deux mille quinze à seize heures trente (21-04-2015 à 16 h 30) au 106 rue Napoléon, bureau 400 à Sept-Îles, salle du Conseil de la MRC de Sept-Rivières

PRÉSENTS les conseillers de comté :

Madame Violaine Doyle, préfet et mairesse de la ville de Port-Cartier
Madame Carole Chevarie, conseillère, ville de Port-Cartier
Monsieur Gilles Fournier, conseiller, ville de Port-Cartier
Monsieur Réjean Porlier, préfet suppléant et maire de la ville de Sept-Îles

ABSENT :

Monsieur Denis Miousse, conseiller, ville de Sept-Îles

Ouverture de la session

La préfet, madame Violaine Doyle, constate qu'il y a quorum et procède à l'ouverture de la session régulière à 16 h 30.

2015-04-048

Adoption de l'ordre du jour de la session régulière du mardi 21 avril 2015

IL EST PROPOSÉ PAR le préfet suppléant et maire de la ville de Sept-Îles monsieur Réjean Porlier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières adopte l'ordre du jour de la session régulière du mardi 21 avril 2015 tel que présenté et en laissant l'item « Affaires nouvelles » ouvert."

2015-04-049

Adoption du procès-verbal de la session régulière du 17 mars 2015

IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller de comté monsieur Gilles Fournier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières adopte le procès-verbal de la session régulière du 17 mars 2015 tel que présenté."

Correspondance

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

2015-04-050

Adoption et dépôt du rapport financier 2014 de la MRC de Sept-Rivières

IL EST PROPOSÉ PAR la conseillère de comté madame Carole Chevarie,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières accepte le rapport financier de la Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières, pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2014, tel que préparé par la firme comptable DELOITTE s.e.n.c.r.l." (Voir annexe « A »)

2015-04-051

Adoption et dépôt du rapport financier 2014 de la municipalité TNO Lac-Walker

IL EST PROPOSÉ PAR le préfet suppléant et maire de la ville de Sept-Îles monsieur Réjean Porlier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières accepte le rapport financier de la Municipalité TNO Lac-Walker, pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2014, tel que préparé par la firme comptable DELOITTE s.e.n.c.r.l." (Voir annexe « B »)

2015-04-052

Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté 2014 de la municipalité TNO Lac-Walker

IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller de comté monsieur Gilles Fournier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières affecte 200 000 \$ de l'excédent non affecté de l'exercice financier 2014 de la municipalité TNO Lac-Walker selon la répartition suivante :

- « Investissement – transport » un montant de 75 000 \$
- « Diversification économique » un montant de 125 000 \$

QUE le conseil de la MRC de Sept-Rivières réaffecte l'excédent de fonctionnement affecté de 70 000 \$ du poste « réhabilitation du Lac Daigle » au poste excédent de fonctionnement « investissement – transport »

2015-04-053

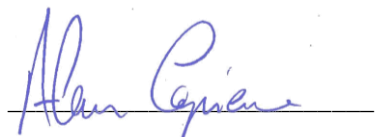
Approbation de la liste des comptes à payer et autorisation de paiement de la MRC de Sept-Rivières au 16 avril 2015

IL EST PROPOSÉ PAR la conseillère de comté madame Carole Chevarie,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières approuve la liste des comptes à payer de la MRC de Sept-Rivières au 16 avril 2015, de 266 085.65 \$". (Voir annexe « C »)

Je soussigné Alain Lapierre, secrétaire trésorier de la MRC de Sept-Rivières, certifie que la MRC de Sept-Rivières dispose de crédits suffisant pour les fins auxquelles ces dépenses sont projetées.



Alain Lapierre, secrétaire trésorier

2015-04-054

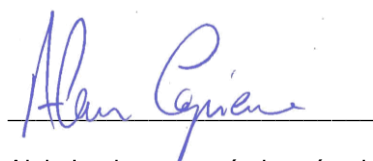
Approbation de la liste des comptes à payer et autorisation de paiement du TNO Lac-Walker au 16 avril 2015

IL EST PROPOSÉ PAR le préfet suppléant et maire de la ville de Sept-Îles monsieur Réjean Porlier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières approuve la liste des comptes à payer de la municipalité TNO Lac-Walker au 16 avril 2015, de 25 068.67 \$".
(Voir annexe « D »)

Je soussigné Alain Lapierre, secrétaire trésorier de la MRC de Sept-Rivières, certifie que la municipalité TNO Lac-Walker dispose de crédits suffisants pour les fins auxquelles ces dépenses sont projetées.



Alain Lapierre, secrétaire trésorier

2015-04-055

**Programme d'aide à l'entretien du réseau routier
Reddition de comptes 2014**

ATTENDU QUE le ministère des Transports a versé une contribution de 20 030 \$ pour l'entretien du réseau routier local pour l'année civile 2014;

ATTENDU QUE les compensations distribuées à la MRC de Sept-Rivières visent l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la MRC;

ATTENDU QUE la présente résolution est accompagnée de l'annexe A identifiant les interventions réalisées par la MRC sur les routes susmentionnées;

ATTENDU QU'un vérificateur externe présentera, dans les délais signifiés pour le dépôt de la reddition des comptes, l'annexe B ou un rapport spécial de vérification externe dûment complété.

IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller de comté monsieur Gilles Fournier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE la MRC de Sept-Rivières informe le ministère des Transports de l'utilisation des compensations visant l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la MRC de Sept-Rivières, conformément aux objectifs du programme d'aide à l'entretien du réseau routier local."

2015-04-056

Autorisation à monsieur Mbégou Faye, inspecteur régional et monsieur Jean-François Vigneault, technicien en gestion du territoire à assister à la formation « rôle de l'officier municipal et atelier pratique sur l'application des règlements d'urbanisme »

IL EST PROPOSÉ PAR la conseillère de comté madame Carole Chevarie,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le conseil de la MRC de Sept-Rivières autorise monsieur Mbégou Faye et monsieur Jean-Francois Vigneault à assister à la formation « rôle de l'officier municipal et atelier pratique sur l'application des règlements d'urbanisme » qui se tiendra les 28 et 29 avril 2015 à Sept-Îles.

QUE les frais d'inscription et dépenses soient remboursés selon la politique en vigueur."

2015-04-057

Octroi du contrat - Système au calcite pour le centre communautaire Jean-Luc Lefrançois

ATTENDU QU'il est nécessaire d'apporter des modifications au système d'eau du centre communautaire Jean-Luc Lefrançois au Lac Daigle.

IL EST PROPOSÉ PAR le préfet suppléant et maire de la ville de Sept-Îles monsieur Réjean Porlier

ET UNANIMEMENT RÉSOLU

"QUE le contrat pour un système au calcite pour le centre communautaire Jean-Luc Lefrançois est octroyé à l'entreprise Plomberie Octave Roy inc., et ce, au montant de 2 545.00 \$ excluant les taxes applicables;

QUE les sommes budgétaires nécessaires soient prises dans le poste budgétaire TNO Lac-Walker "entretien et réparation - centre communautaire ";

QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières autorise le préfet et le directeur général à signer le contrat et tout autre document s'y rattachant."

2015-04-058

Adoption des projets retenus dans le cadre du programme de la politique nationale de la ruralité - Pactes ruraux pour l'année 2015-2016 - Session d'analyse du 31 mars 2015

ATTENDU QUE dans le cadre de la politique nationale de la ruralité 2014-2019 renouvelée et adoptée en décembre 2013, le gouvernement du Québec et ses partenaires reconnaissent officiellement l'importance de la ruralité et s'engageaient ainsi à travailler de façon solidaire au renouveau et à la pérennité des communautés rurales;

ATTENDU QU'au mois de mars 2014, un pacte rural a été renouvelé entre la MRC de Sept-Rivières et le gouvernement du Québec afin de mettre en application la Politique nationale de la ruralité 2014-2019;

ATTENDU QUE le Conseil de la MRC a formé un comité de suivi de la Politique nationale de la ruralité 2014-2019 et que l'un des mandats de celui-ci est d'analyser les projets reçus pour l'année 2014-2015;

CONSIDÉRANT les recommandations du comité de suivi de la Politique nationale de la ruralité concernant les projets;

EN CONSÉQUENCE ET POUR TOUS CES MOTIFS,

IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller de comté monsieur Gilles Fournier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le conseil de la MRC de Sept-Rivières adopte les projets retenus dans le cadre

du Programme de la Politique nationale de la ruralité tel que présenté en annexe;

QUE le préfet et le directeur général soient autorisés à signer tous les documents s'y rapportant."

2015-04-059

Services informatiques

ATTENDU QU'il est nécessaire de procéder à une mise à niveau des licences de la suite Office;

ATTENDU L'offre de service date du 20 février 2015 du service informatique de la ville de Sept-Îles.

IL EST PROPOSÉ PAR la conseillère de comté madame Carole Chevarie,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE la MRC de Sept-Rivières donne mandat au service informatique de la ville de Sept-Îles afin de procéder à l'installation de la suite Office 2013, tel que soumis à l'offre de service daté du 20 février 2015.

QUE la direction générale soit autorisée à signer tous documents s'y rapportant."

2015-04-060

Autorisation de signature d'une entente avec monsieur Éric Langlois

ATTENDU QUE le contrat de travail concernant l'archiviste monsieur Éric Langlois est à échéance le 30 mars 2015;

ATTENDU QUE les partenaires du service d'archives de la MRC ont décidé de prolonger leur entente jusqu'au 28 février 2018.

IL EST PROPOSÉ PAR le préfet suppléant et maire de la ville de Sept-Îles monsieur Réjean Porlier

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le conseil de la MRC autorise le directeur général à conclure un contrat de travail à durer déterminé avec monsieur Éric Langlois."

2015-04-061

Adoption du règlement N° 03-2015 - Amendement au règlement N° 06-92 - Modifications aux dispositions relatives à l'émission d'un permis ou d'un certificat d'autorisation

ATTENDU QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières adoptait le règlement N° 06-92 relatif aux permis et certificats, aux conditions préalables à l'émission de permis de construction ainsi qu'à l'administration des règlements de zonage, de lotissement et de construction lors de sa séance régulière du 12 mai 1992;

ATTENDU QUE le Conseil désire amender ledit règlement afin de modifier les dispositions relatives à l'émission d'un permis ou d'un certificat d'autorisation;

ATTENDU QU'un avis de motion a dûment été donné par le conseiller de comté, monsieur Gilles Fournier, pour la présentation du présent règlement lors de la séance régulière du Conseil du 17 mars 2015.

IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller de comté monsieur Gilles Fournier

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières adopte le règlement N° 03-2015."

2015-04-062

Conformité au schéma d'aménagement concernant le règlement n° 2015-314 amendant le règlement de zonage 2007-103 de la ville de Sept-Îles

ATTENDU QUE le Conseil de la ville de Sept-Îles désire amender son règlement de zonage n° 2007-103;

ATTENDU QUE le règlement n° 2015-314 amendant le règlement de zonage n° 2007-103 a été adopté conformément à la Loi par le Conseil de la ville de Sept-Îles;

ATTENDU QUE selon les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (137.2 et suivants) le conseil d'une MRC doit attester de la conformité d'une modification au règlement de zonage face aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

EN CONSÉQUENCE ET POUR TOUS CES MOTIFS,

IL EST PROPOSÉ PAR la conseillère de comté madame Carole Chevarie,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières est d'avis que le règlement n° 2015-314 de la ville de Sept-Îles est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement de la MRC de Sept-Rivières et aux dispositions du document complémentaire;

QUE soit annexée à la présente résolution l'analyse de la conformité au schéma d'aménagement de la MRC de Sept-Rivières concernant ledit règlement."

2015-04-063

Conformité au schéma d'aménagement concernant le règlement n° 2015-315 amendant le règlement de zonage 2007-103 de la ville de Sept-Îles

ATTENDU QUE le Conseil de la ville de Sept-Îles désire amender son règlement de zonage n° 2007-103;

ATTENDU QUE le règlement n° 2015-315 amendant le règlement de zonage n° 2007-103 a été adopté conformément à la Loi par le Conseil de la ville de Sept-Îles;

ATTENDU QUE selon les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (137.2 et suivants) le conseil d'une MRC doit attester de la conformité d'une modification au règlement de zonage face aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

EN CONSÉQUENCE ET POUR TOUS CES MOTIFS,

IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller de comté monsieur Gilles Fournier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le Conseil de la MRC de Sept-Rivières est d'avis que le règlement n° 2015-315 de la ville de Sept-Îles est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement de la MRC de Sept-Rivières et aux dispositions du document complémentaire;

QUE soit annexée à la présente résolution l'analyse de la conformité au schéma d'aménagement de la MRC de Sept-Rivières concernant ledit règlement."

2015-04-064

Demande de contribution au transport collectif 2015

ATTENDU QUE la MRC de Sept-Rivières offre les services de transport collectif régional depuis janvier 2011 et qu'elle appuie financièrement la Corporation de transport adapté de Sept-Îles inc.;

ATTENDU QU'en 2014, 11 991 déplacements ont été effectués par ce service et qui est prévu d'effectuer plus de 10 000 déplacements en 2015;

ATTENDU QUE les modalités d'application au programme d'aide gouvernementale au transport collectif en milieu rural prévoient que la contribution du ministère des Transports du Québec (MTQ) correspondra lors au double de la contribution du milieu, et ce, jusqu'à concurrence de 100 000 \$ par année;

ATTENDU QUE nonobstant l'attendu précède, la subvention maximale de 100 000 \$ par année peut être haussée jusqu'à concurrence de 125 000 \$ lorsque l'organisme admissible s'engage à effectuer entre 10 000 et 20 000 déplacements au cours de l'année 2015;

ATTENDU QUE la MRC est responsable des surplus et des déficits et que les surplus doivent être réinvestis dans le service de transport collectif en milieu rural;

ATTENDU QUE la participation prévue des usages sera de 57 000 en 2015, et que le Cégep de Sept-Îles ajoutera une contribution 55 550 \$ et que la MRC complètera le financement avec un montant de 64 500 \$;

ATTENDU QUE la contribution financière estimée du MTQ pour 2015 pourrait être de 125 000 \$.

IL EST PROPOSÉ PAR le préfet suppléant et maire de la ville de Sept-Îles monsieur Réjean Porlier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE la MRC de Sept-Rivières demande au MTQ, une contribution financière de 125 000 \$ pour le maintien du transport collectif INTERBUS sur le territoire de la MRC de Sept-Rivières pour 2015;

QUE la MRC de Sept-Rivières dépose auprès du ministère des Transports de la Côte-Nord le rapport financier 2014, ainsi que le rapport d'exploitation 2014 du programme gouvernemental au transport collectif en milieu rural;

QUE le préfet et le directeur général soient autorisés à signer tout protocole et document nécessaire avec le MTQ ainsi qu'avec la Corporation de transport adapté de Sept-Îles. "

2015-04-065

Autoriser monsieur Éric Langlois, archiviste, à assister au Congrès de l'Association des Archivistes du Québec

IL EST PROPOSÉ PAR le conseiller de comté monsieur Gilles Fournier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE le conseil de la MRC de Sept-Rivières autorise monsieur Éric Langlois, archiviste à assister au Congrès de l'Association des Archivistes du Québec qui aura lieu à Tadoussac les 27-28-29 mai 2015;

QUE le conseil de la MRC de Sept-Rivières autorise le remboursement des dépenses, selon le règlement en vigueur."

Exploitation d'une carrière à proximité du Lac Daigle : Opposition

2015-04-066

ATTENDU QUE la demande de bail d'exploitation de substances minérales de surfaces, BEX 1524 auprès du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec, visant l'opération d'une carrière de pierre à proximité du Lac Daigle;

ATTENDU QUE le site convoité pour l'exploitation de cette carrière se situe près d'un secteur habité;

ATTENDUE QUE la demande d'opposition formelle du comité de citoyens du secteur Lac Daigle en date du 8 avril 2015.

IL EST PROPOSÉ PAR le préfet suppléant et maire de la ville de Sept-Îles monsieur Réjean Porlier,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE la MRC de Sept-Rivières informe le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec de son opposition à l'octroi d'un bail d'exploitation de substances minérales de surface, en l'occurrence le BEX 1524;

QUE copie de la présente résolution soit transmise à madame Lorraine Richard, députée de Duplessis ainsi qu'à l'association communautaire du Lac Daigle."

2015-04-067

Levée de la session

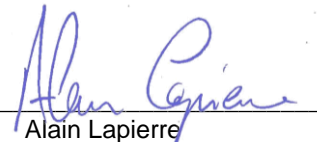
IL EST PROPOSÉ PAR la conseillère de comté madame Carole Chevarie,

ET UNANIMEMENT RÉSOLU :

"QUE la session régulière du 21 avril 2015 soit levée à 16 h 50."



Violaine Doyle
Préfet



Alain Lapierre
Directeur général et secrétaire trésorier

En signant le présent procès-verbal, je reconnais avoir signé toutes les résolutions conformément aux obligations prévues au 2^e alinéa de l'article 142 du Code municipal du Québec.



Violaine Doyle
Préfet

ANNEXE A

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sept-Rivières

Code géographique : AR971

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Alain Lapierre, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Sept-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date

2015-04-21

Signature

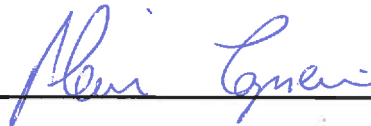


TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23 (3-7)
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Deloitte S.C.N.C.R.L. Inc. (1)

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A105898

DATE 2015-04-20

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	1 290 122	982 533	959 616			959 616
Transferts	4	1 583 334	1 683 920	1 692 982		679 137	1 763 360
Services rendus	5	814 289	775 782	768 826		824 975	1 593 801
Imposition de droits	6			256 962			256 962
Amendes et pénalités	7						
Intérêts	8	27 200	25 500	28 593		87 021	115 614
Autres revenus	9	7 900		20 800		114 483	135 283
	10	3 722 845	3 467 735	3 727 779		1 705 616	4 824 636
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16	22 791					
	17	22 791					
	18	3 745 636	3 467 735	3 727 779		1 705 616	4 824 636
Charges							
Administration générale	19	403 304	439 763	399 656	22 559		422 215
Sécurité publique	20	7 320	14 063	4 071	4 813		8 884
Transport	21	167 000	173 000	407 918			407 918
Hygiène du milieu	22	162 113	191 219	182 178			182 178
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 482 678	2 169 739	2 328 280	6 902	765 967	2 492 390
Loisirs et culture	25	498 104	472 951	467 810	4 850	729 371	1 202 031
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	568	7 000	599		23 963	24 562
Amortissement des immobilisations	28	37 314	30 000	39 124	(39 124)		
	29	3 758 401	3 497 735	3 829 636		1 519 301	4 740 178
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(12 765)	(30 000)	(101 857)		186 315	84 458

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Déposé le "2015-04-27"

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(12 765)	(30 000)	(101 857)	186 315	84 458
Moins: revenus d'investissement	2	(22 791)	()	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(35 556)	(30 000)	(101 857)	186 315	84 458
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	37 314	30 000	39 124	164 305	203 429
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	37 314	30 000	39 124	164 305	203 429
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12			144 214	285 840	430 054
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			8 534	72 237	80 771
	15			152 748	358 077	510 825
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	()	()	()	31 650	31 650
	18				(31 650)	(31 650)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(46 562)	()	(52 453)	(215 050)	(267 503)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	177 659		194 261		194 261
Réserves financières et fonds réservés	22	(44 779)		8 999	(343 849)	(334 850)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	86 318		150 807	(558 899)	(408 092)
	26	123 632	30 000	342 679	(68 167)	274 512
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	88 076		240 822	118 148	358 970

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014		Réalisations 2014	Total
		Administration	Administration	Administration	Organismes	consolidé ¹
		municipale	municipale	municipale	contrôlés	
Revenus d'investissement	1	22 791				
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(46 562)	()	(52 453)	()	(52 453)
Sécurité publique	3	()	()	()	()	()
Transport	4	()	()	()	()	()
Hygiène du milieu	5	()	()	()	()	()
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	()	()	()	215 050	(215 050)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(46 562)	()	(52 453)	(215 050)	(267 503)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissements et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(22 791)	()	()	(424 300)	(424 300)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13				15 000	15 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	46 562		52 453	215 050	267 503
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17				409 300	409 300
	18	46 562		52 453	624 350	676 803
	19	(22 791)				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20					

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013 Administration municipale	Budget 2014 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2014 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(12 765)	(30 000)	(101 857)	186 315	84 458
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(46 562)	()	(52 453)	(215 050)	(267 503)
Produit de cession	3					
Amortissement	4	37 314	30 000	39 124	164 305	203 429
(Gain) perte sur cession	5					
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(9 248)	30 000	(13 329)	(50 745)	(64 074)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9				(1 500)	(1 500)
Variation des autres actifs non financiers	10				296	296
	11				(1 204)	(1 204)
	12	(22 013)		(115 186)	134 366	19 180
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(22 013)		(115 186)	134 366	19 180
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	1 577 958		1 555 945	973 777	2 529 722
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				31 651	31 651
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	1 577 958		1 555 945	1 005 428	2 561 373
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	1 555 945		1 440 759	1 139 794	2 580 553

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013		2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	562 058	745 943	1 265 253	2 011 196
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	162 201	270 676	27 524	298 200
Prêts (note 6)	4			1 291 664	1 291 664
Placements à long terme (note 7)	5	1 300 309	1 196 202		1 196 202
Participations dans des entreprises municipales	6	200 360	47 612		47 612
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	2 224 928	2 260 433	2 584 441	4 844 874
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			7 319	7 319
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	136 455	399 374	63 315	462 689
Revenus reportés (note 12)	13	532 528	420 300	126 862	547 162
Dette à long terme (note 13)	14			1 247 151	1 247 151
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	668 983	819 674	1 444 647	2 264 321
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	1 555 945	1 440 759	1 139 794	2 580 553
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	231 545	244 874	1 991 102	2 235 976
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			9 605	9 605
Autres actifs non financiers (note 17)	21			43 379	43 379
	22	231 545	244 874	2 044 086	2 288 960
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	248 586	531 812	593 784	1 125 596
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 106 999	861 334	554 482	1 415 816
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	26				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	431 905	292 487	2 035 614	2 328 101
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	1 787 490	1 685 633	3 183 880	4 869 513

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(12 765)	(101 857)	186 315	84 458
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	37 314	39 124	164 305	203 429
Autres					
- Quote-part/redressement	3	(22 791)		31 650	31 650
- Provision moins-valuer/PMC	4		8 534	63 647	72 181
	5	1 758	(54 199)	445 917	391 718
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	130 693	(108 475)	27 488	(80 987)
Autres actifs financiers					
Créditeurs et charges à payer	8	(140 161)	262 919	(46 016)	216 903
Revenus reportés	9	(153 901)	(112 228)	6 674	(105 554)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12			(1 500)	(1 500)
Autres actifs non financiers	13			296	296
	14	(161 611)	(11 983)	432 859	420 876
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(46 562)	(52 453)	(215 050)	(267 503)
Produit de cession	16				
	17	(46 562)	(52 453)	(215 050)	(267 503)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	(22 791)		(424 300)	(424 300)
Remboursement ou cession	19		144 214	285 841	430 055
Variation nette des placements temporaires	20	168 826			
Variation nette des autres placements à long terme					
	21	22 791	104 107		104 107
	22	168 826	248 321	(138 459)	109 862
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23			15 000	15 000
Remboursement de la dette à long terme	24			(31 650)	(31 650)
Variation nette des emprunts temporaires					
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
Autres	26				
-	27				
-	28				
	29			(16 650)	(16 650)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(39 347)	183 885	62 700	246 585
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	601 405	562 058	1 195 234	1 757 292
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	32	562 058	745 943	1 257 934	2 003 877

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		<u>Total</u>
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u> ¹
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
Rémunération	1	614 863	720 511	687 077	700 299	1 387 376
Charges sociales	2	115 658	127 185	131 748	114 917	246 663
Biens et services	3	657 487	834 671	624 478	301 628	926 106
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4					
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	568	7 000	599	23 963	24 562
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9					
Autres	10		656 982			
Autres organismes	11	1 585 089	431 448	1 358 677	111 335	861 253
Amortissement des immobilisations	12	37 314	30 000	39 124	164 305	203 429
Autres						
- Projets spéciaux	13	747 422	689 938	979 400	16 973	996 373
- Mauvaises créances	14				85 881	85 881
- Provision moins-value	15			8 535		8 535
	16	3 758 401	3 497 735	3 829 636	1 519 301	4 740 178

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations	
		2014	2013
Revenus			
Taxes	1		
Compensations tenant lieu de taxes	2		
Quotes-parts	3	959 616	1 290 122
Transferts	4	1 763 360	1 651 790
Services rendus	5	1 593 801	1 303 054
Imposition de droits	6	256 962	
Amendes et pénalités	7		
Intérêts	8	115 614	95 072
Autres revenus	9	135 283	212 877
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		22 791
	11	4 824 636	4 575 706
Charges			
Administration générale	12	422 215	423 598
Sécurité publique	13	8 884	12 133
Transport	14	407 918	167 000
Hygiène du milieu	15	182 178	162 113
Santé et bien-être	16		
Aménagement, urbanisme et développement	17	2 492 390	2 539 486
Loisirs et culture	18	1 202 031	1 207 508
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	24 562	12 637
	21	4 740 178	4 524 475
Excédent (déficit) de l'exercice	22	84 458	51 231
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	4 753 405	4 702 175
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	31 650	(1)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	4 785 055	4 702 174
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	4 869 513	4 753 405

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations	
		2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	84 458	51 231
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(267 503)	(54 224)
Produit de cession	3		
Amortissement	4	203 429	184 895
(Gain) perte sur cession	5		
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(64 074)	130 671
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(1 500)	1 660
Variation des autres actifs non financiers	10	296	(8 936)
	11	(1 204)	(7 276)
	12	19 180	174 626
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	19 180	174 626
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	2 529 722	2 355 096
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	31 651	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	2 561 373	2 355 096
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	2 580 553	2 529 722

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	2 011 196	1 757 292
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	298 200	221 528
Prêts (note 6)	4	1 291 664	1 216 851
Placements à long terme (note 7)	5	1 196 202	1 300 309
Participations dans des entreprises municipales	6	47 612	200 360
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	4 844 874	4 696 340
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	7 319	
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	462 689	250 101
Revenus reportés (note 12)	13	547 162	652 716
Dette à long terme (note 13)	14	1 247 151	1 263 801
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	2 264 321	2 166 618
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	2 580 553	2 529 722
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	2 235 976	2 171 903
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	9 605	8 105
Autres actifs non financiers (note 17)	21	43 379	43 675
	22	2 288 960	2 223 683
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	4 869 513	4 753 405

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	84 458	51 231
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	203 429	184 895
Autres			
- Quote-part revenus entrep.	3	31 650	(22 791)
- Perte de valeur/PMC	4	72 181	15 349
	5	391 718	228 684
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(80 987)	220 062
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	216 903	(119 086)
Revenus reportés	9	(105 554)	(104 558)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(1 500)	1 660
Autres actifs non financiers	13	296	(8 936)
	14	420 876	217 826
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(267 503)	(54 224)
Produit de cession	16		
	17	(267 503)	(54 224)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(424 300)	(725 964)
Remboursement ou cession	19	430 055	325 337
Variation nette des placements temporaires	20		168 826
Variation nette des autres placements à long terme	21	104 107	22 791
	22	109 862	(209 010)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	15 000	170 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(31 650)	()
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(16 650)	170 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	246 585	124 592
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	1 757 292	1 632 700
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	32	2 003 877	1 757 292

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières a obtenu ses statuts en vertu de la Loi 125 sur l'aménagement du territoire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la MRC. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la MRC comprend les organismes périmunicipaux suivants:

Centre local de développement: consolidation ligne par ligne.

Comité de relance de la Station de ski Gallix : consolidation ligne par ligne

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions de la M.R.C. s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les quotes-parts sont constatées lors de leur adoption par le Conseil;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les revenus des projets ou autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Le CLD de la MRC de Sept-Rivières, inclus dans le périmètre comptable de la municipalité

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

régionale de comté, utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où ces charges sont engagées.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la M.R.C. consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la M.R.C. détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garanti.

D) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au moindre du coût établi selon la méthode de l'épuisement successif, ou de la valeur de réalisation nette. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	5 ans
Véhicules	5 ans
Ameublement et équipement de bureau	2,5 et 10 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Machinerie et outillage

5 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la M.R.C., sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La M.R.C. comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Prêts et placements à long terme

Les prêts et placements à long terme sont comptabilisés au coût, dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction de la M.R.C. doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la M.R.C. pourrait prendre à l'avenir. Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations, figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, le coût et la valeur nette de réalisation des stocks, et les durées de vie utile des actifs à long terme. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Dette du CLD

Le centre local de développement de la MRC de Sept-Rivières, inclus dans le périmètre comptable de la municipalité régionale de comté, a une dette à long terme envers le Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation constituée de prêts octroyés par ce dernier dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI). Le CLD a affecté les fonds reçus dans un fonds réservé puisque l'existence du FLI est prévue légalement. Le CLD utilise ces fonds en les investissant en placements à long terme ou en prêts auprès d'entrepreneurs, en affectant ce fonds réservé.

Un traitement identique a été fait pour la dette provenant du Fonds local de Solidarité.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	471 345	518 805
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	112 790	125 270
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	14 458	10 290
Organismes municipaux	8	12 094	21 463
Autres			
- Intérêts courus, divers	9	106 225	64 505
- Fonds régional	10	52 633	
	11	298 200	221 528
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 000	
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêts octroyés - FLI et FLS	19	1 291 664	1 216 851
	20		
	21	1 291 664	1 216 851
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	1 196 202	1 300 309
	24	1 196 202	1 300 309
Note			
Épargnes à terme, à des taux variant de 0,65 % à 2,437 %, échéant d'avril 2015 à octobre 2019			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	()
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	32 909
Autres régimes (REER et autres)	31	10 085
Régimes de retraite des élus municipaux	32	2 699
	33	45 693
		29 628
		11 163
		3 734
		44 525
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Emprunts temporaires		
11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	85 571
Salaires et avantages sociaux	38	59 769
Dépôts et retenues de garantie	39	
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Station de ski Galix	42	25 337
- Dû au MRNF pour gestion fonc.	43	79 842
- Organismes municipaux	44	212 170
-	45	
-	46	
	47	462 689
		124 101
		46 448
		10 547
		69 005
		250 101
Note		
12. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49	1 475
Autres		1 850
- Pacte rural et PMVMF	50	420 300
- Station de ski Galix	51	125 387
	52	547 162
		532 528
		118 338
		652 716
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014		2013	
13. Dette à long terme				
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>	
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>
Obligations et billets en monnaie canadienne			53	
Obligations et billets en monnaies étrangères			54	
Gains (pertes) de change reportés			55	
			56	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			57	982 801
Organismes municipaux			58	982 801
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			59	
Autres	5,00	5,00	60	264 350
			61	1 247 151
				1 263 801
Frais reportés liés à la dette à long terme			62	() ()
			63	1 247 151
				1 263 801

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2015	64	72	80	89	97
2016	65	73	81	90	98
2017	66	74	82	91	99
2018	67	75	83	92	100
2019	68	76	84	93	101
2020 et +	69	77	85	94	1 247 151
	70	78	86	95	1 247 151
Intérêts et frais accessoires			87		104
	71	79	88	96	1 247 151
					1 247 151

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	2 580 553
Tiers		2 529 722
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	2 580 553
		2 529 722

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

15. Immobilisations	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
Infrastructures				
Eau potable	110	138	165	192
Eaux usées	111	139	166	193
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	140	167	194
Autres	113	141	168	195
Réseau d'électricité	114	142	169	196
Bâtiments	115	194 000	143	197
Améliorations locatives	116	50 151	144	198
Véhicules	117	28 752	145	199
Ameublement et équipement de bureau	118	157 577	146	200
Machinerie, outillage et équipement divers	119	60 254	147	201
Terrains	120		148	202
Autres	121	4 267 977	149	203
	122	4 758 711	150	204
Immobilisations en cours	123		151	205
	124	4 758 711	152	206
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures				
Eau potable	125	153	180	207
Eaux usées	126	154	181	208
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	155	182	209
Autres	128	156	183	210
Réseau d'électricité	129	157	184	211
Bâtiments	130	67 900	158	212
Améliorations locatives	131	41 945	159	213
Véhicules	132	8 625	160	214
Ameublement et équipement de bureau	133	119 315	161	215
Machinerie, outillage et équipement divers	134	21 404	162	216
Autres	135	2 327 619	163	217
	136	2 586 808	164	218
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	2 171 903		219
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations				
Coût	220	223	225	227
Amortissement cumulé	221	224	226	228
Valeur comptable nette	222			229

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	9 943	10 239
Frais reportés			
- Station de ski Gallix	237	33 436	33 436
-	238		
	239	43 379	43 675
Note			

18. Obligations contractuelles

a) Contrats de location

La M.R.C. s'est engagée en vertu de contrats de location non-résiliables échéant jusqu'en 2017. Les loyers à verser jusqu'à l'échéance s'élèvent à 210 532 \$ et se répartissent comme suit :

	Loyer
2015	72 924 \$
2016	74 383
2017	63 225

b) Projets spéciaux

La M.R.C. s'est engagée jusqu'en 2015 à mettre des fonds dans différents projets régionaux. Les montants engagés par la M.R.C. s'élèvent à environ 204 752 \$ et sont conditionnels au respect, par les promoteurs, des protocoles d'entente signés avec ceux-ci.

Pacte rural	185 593 \$
PMVMF-volet II	10 659
ATR de Duplessis	8 500

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Le CLD, organisme contrôlé, a relevé une erreur dans le solde de sa dette avec un créancier. En conséquence, l'excédent accumulé a été augmenté de 31 650 \$ et la dette à long terme diminué d'autant.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

La comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

		2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	240	2 011 196	1 757 292
Découvert bancaire	241	(7 319)	()
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	2 003 877	1 757 292

Note

24. Événement subséquent

En mars 2015, la M.R.C. a signé un protocole d'entente avec le CLD de Sept-Rivières, dans l'éventualité de sa fermeture et du transfert d'une partie de ses activités à la M.R.C., selon les modalités définies dans le protocole.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 125 596	671 850
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	1 415 816	1 756 242
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	()
Financement des investissements en cours		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	2 328 101	2 325 313
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	4 869 513	4 753 405

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Diversification économique	665 000	665 000
- Fonds H-Q - PMVI Romaine		17 315
- Fonds d'investissement H-Q SM3		219 351
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	665 000	901 666

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Fonds Jeunes Promoteurs	219 558	194 957
- Fonds d'économie sociale	1 858	1 858
- Fonds soutien Gestion d'entrep	140 650	217 623
	362 066	414 438

Réserves financières

-		
-		
-		
-		
-		

Fonds réservés

Fonds de roulement		
Fonds parcs et terrains de jeux		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques		
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Financement des activités de fonctionnement		
Autres		
- Fonds local d'investissement	25 584	95 388
- Fonds local de solidarité	166 832	139 417
- Fonds de gestion foncière	196 334	205 333
-		
	388 750	440 138
	1 415 816	1 756 242

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () (
Utilisation du fonds de roulement	49 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () (
Autres		
-	51 () (
-	52 () (
	53 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () (
Autre financement	55 () (
	56 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 () (
	59	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60	2 235 976
Propriétés destinées à la revente	61	
Prêts	62	1 291 664
Placements à titre d'investissement	63	1 216 851
Participations dans des entreprises municipales	64	47 612
	65	3 575 252
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66	1 247 151
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	1 263 801
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () (
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () (
	71	1 247 151
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73	1 247 151
	74	2 328 101

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	<u>77</u>		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime à cotisations déterminées, de type contributif, visant tous les employés réguliers de la MRC. Le participant est tenu de verser une cotisation maximale salariale correspondant à 6% de ses gains admissibles. L'employeur doit verser une cotisation égale à celle de l'employé participant.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>32 909</u>	<u>29 628</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

C.L.D.

Contributions aux REER individuels des employés

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	10 085	11 163

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	11	17

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	801	1 108
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	2 699	3 734
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	2 699	3 734

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dette à long terme 1

Ajouter

Activités d'investissement à financer 2

Activités de fonctionnement à financer 3

Dette en cours de refinancement 4

Autres 5

- 6

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé 7

Débiteurs 8

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec 9

Autres montants 10

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés 11

Autres 12

- 13

Endettement net à long terme de l'administration municipale 14

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés 15

Endettement net à long terme 16

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté 17

Communauté métropolitaine 18

Autres organismes 19

Endettement total net à long terme 20

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts) 21

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu) 22

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) 23

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

Déposé le "2015-04-27"

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63	100 000	125 000	125 000
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84	482 230	434 007	481 090
Autres	85	666 419	698 704	698 704
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86		23 295	2 186
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	1 248 649	1 257 711	1 328 089
				1 216 519

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	108			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129			

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134	328 721	328 721	328 721
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136	106 550	106 550	106 550
Autres	137			
	138	435 271	435 271	435 271
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 683 920	1 692 982	1 763 360

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2014	2014	2014	2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	183 461	153 461	147 241
	143	183 461	153 461	147 241
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163	70 039	70 336	69 241
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	70 039	70 336	69 241
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	253 500	223 797	216 482

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182			
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190			
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	505 915	529 422	529 422
Loisirs et culture	193	16 367	15 607	840 582
Réseau d'électricité	194			581 440
	195	522 282	545 029	1 370 004
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	775 782	768 826	1 593 801
				1 303 054
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197			
Droits de mutation immobilière	198			
Droits sur les carrières et sablières	199		256 962	256 962
Autres	200			
	201		256 962	256 962
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	202			
INTÉRÊTS				
	203	25 500	28 593	115 614
				95 072
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la vente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		20 800	20 800
Autres contributions	210			7 900
Autres	211			114 483
	212		20 800	135 283
				212 877

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	51 517	40 896		40 896	43 267
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	358 199	337 952	22 559	360 511	364 056
Greffe	4	1 547	1 475		1 475	1 547
Évaluation	5					
Gestion du personnel	6					
Autres	7	28 500	19 333		19 333	14 728
	8	439 763	399 656	22 559	422 215	423 598
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	9 255	3 366		3 366	6 796
Sécurité incendie	10	4 808	705	4 813	5 518	5 337
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13	14 063	4 071	4 813	8 884	12 133
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14		218 418		218 418	
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	173 000	189 500		189 500	167 000
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	173 000	407 918		407 918	167 000

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014		Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2014	2013
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27					
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	97 474	120 592	120 592	120 592	91 509
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32	4 200				4 086
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	30 000	15 735	15 735	15 735	
Autres	36	59 545	45 851	45 851	45 851	66 518
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	191 219	182 178	182 178	182 178	162 113
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	110 445	112 979	6 902	119 881	131 038
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	731 982	659 409	659 409	816 617	1 053 877
Tourisme	49					
Autres	50	765 082	1 000 508	1 000 508	1 000 508	838 600
Autres	51	562 230	555 384	555 384	555 384	515 971
	52	2 169 739	2 328 280	6 902	2 335 182	2 539 486

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	378 528	378 528		378 528	1 107 899
	60	378 528	378 528		378 528	1 107 899
Activités culturelles						
Centres communautaires	61		4 850	4 850	4 850	4 850
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	94 423	89 282		89 282	89 282
	66	94 423	89 282	4 850	94 132	94 132
	67	472 951	467 810	4 850	472 660	1 202 031
						1 207 508
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69					
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	7 000	599		599	24 562
	73	7 000	599		599	24 562
						12 637
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	30 000	39 124	(39 124)		

Déposé le "2015-04-27"

Section II - Autres renseignements non audités

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	27
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	27
Analyse de la dette à long terme consolidée	28
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme consolidé	29
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	30
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement non consolidés	31
Excédent (déficit) accumulé non consolidé par activités	32
Analyse de la rémunération non consolidée	33
Analyse des revenus de transfert non consolidés	33
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	34
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	35
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	36
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	37
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	38
Questionnaire	39
Membres du conseil et fonctionnaires	40
Autres renseignements sur l'organisme municipal	41
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	42

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15	8 136	8 136	9 118
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	18 078	18 078	1 257
Machinerie, outillage et équipement divers	19	26 239	26 239	36 187
Terrains	20			
Autres	21		215 050	7 662
	22	52 453	267 503	54 224

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27			
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	52 453	267 503	54 224
	34	52 453	267 503	54 224

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1				
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	982 801			982 801
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	281 000	15 000	31 650	264 350
	7	1 263 801	15 000	31 650	1 247 151
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	1 263 801	15 000	31 650	1 247 151
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13				
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	1 263 801	15 000	31 650	1 247 151
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 263 801	15 000	31 650	1 247 151
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28	1 263 801	15 000	31 650	1 247 151

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

**Code
géographique**

Municipalité

Montant

1

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
Ensemble des municipalités		
97904	Lac-Walker	2 185
97007	Sept-Îles	466 184
97022	Port-Cartier	122 559

1

590 928

Certaines municipalités		
97007	Sept-Îles	296 134
97022	Port-Cartier	72 554

2

368 688

3

959 616

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	306 648	306 648	343 788
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	8			
Enlèvement de la neige	9			
Autres	10			
Transport collectif	11	73 000	73 000	
Autres	12			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13			
Réseau de distribution de l'eau potable	14			
Traitement des eaux usées	15			
Réseaux d'égout	16			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	17			
Matières recyclables	18			
Autres	19	30 000		
Cours d'eau	20			
Protection de l'environnement	21		2 083	15 354
Autres	22			
Santé et bien-être				
Logement social	23			
Autres	24			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	26			
Promotion et développement économique	27	174 752	174 752	174 752
Autres	28			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	29	378 528	378 528	736 023
Activités culturelles				
Bibliothèques	30			
Autres	31	19 605	24 605	20 205
	32	982 533	959 616	1 290 122

S42

**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ PAR ACTIVITÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité
APPLICABLE AUX MRC SEULEMENT

	Activité N° Ensemble activ.		Total
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	531 812	1	531 812
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Excédent de fonctionnement affecté	665 000	2	665 000
Réserves financières		3	
Fonds réservés			
Fonds de roulement		4	
Fonds régional - Réfection et entretien de certaines voies publiques		5	
Société québécoise d'assainissement des eaux		6	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		7	
Financement des activités de fonctionnement		8	
Autres			
-Fonds de gestion foncière	196 334	9	196 334
-		10	
-		11	
-		12	
	861 334	13	861 334
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	14	()
Financement des investissements en cours		15	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	292 487	16	292 487
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		17	
	1 685 633	18	1 685 633

32

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	34,00	173 440	31 731	205 171
Professionnels	2	2,00	34,00	112 734	26 921	139 655
Cols blancs	3	6,00	34,00	302 881	61 694	364 575
Cols bleus	4	12,00	35,00	61 649	6 925	68 574
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	22,00		650 704	127 271	777 975
Élus	9	11,00		36 373	4 475	40 848
	10	33,00		687 077	131 746	818 823

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	125 000			125 000
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	1 567 982			1 567 982
	17	1 692 982			1 692 982

Déposé le "2015-04-27"

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement		
Administration générale															
Application de la loi	1		27		53		79			105					131
Évaluation	2		28		54		80			108					132
Autres	3	399 656	29	22 559	56	422 215	81		153 461	107		268 754			133
	4	399 656	30	22 559	56	422 215	82		153 461	108		268 754			134
Sécurité publique															
Police	5	3 366	31		57	3 366	83			109		3 366			135
Sécurité incendie	6	705	32	4 813	58	5 518	84			110		5 518			136
Sécurité civile	7		33		59		85			111					137
Autres	8		34		60		86			112					138
	9	4 071	35	4 813	61	6 884	87			113		8 884			139
Transport															
Réseau routier															
Voie municipale	10	218 418	36		82	218 418	88			114		218 418			140
Enlèvement de la neige	11		37		83		89			115					141
Autres	12		38		84		90			116					142
Transport collectif	13	189 500	39		85	189 500	91			117		189 500			143
Autres	14		40		86		92			118					144
	15	407 918	41		87	407 918	93			119		407 918			145
Hygiène du milieu															
Eau et égout															
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		88		94			120					146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		89		95			121					147
Traitement des eaux usées	18		44		90		96			122					148
Réseaux d'égout	19		45		91		97			123					149
Matières résiduelles															
Déchets domestiques et assimilés	20		46		92		98			124					150
Matières recyclables	21	120 592	47		93	120 592	99		70 336	125		50 256			151
Autres	22	61 586	48		94	61 586	100			126		61 586			152
Cours d'eau	23		49		95		101			127					153
Protection de l'environnement	24		50		96		102			128					154
Autres	25		51		97		103			129					155
	26	182 178	52		98	182 178	104		70 336	130		111 842			156

Déposé le "2015-04-27"

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
		+	=	=	-	=					
Santé et bien-être											
Logement social	167	172	167		202		217			232	
Sécurité du revenu	158	173	163		203		216			233	
Autres	159	174	169		204		218			234	
	160	175	190		205		220			235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	181	112 979	178	6 902	181	119 881	206	40 798	221	79 083	236
Rénovation urbaine	182		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	183	1 659 917	178		183	1 659 917	206		223	1 659 917	238
Autres	184	555 384	179		194	555 384	209	488 624	224	68 780	239
	185	2 328 280	180	6 902	185	2 335 182	210	528 422	225	1 805 760	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	163	378 528	161		196	378 528	211		226	378 528	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167		182		197		212		227		242
Autres	168	89 282	163	4 850	168	94 132	213	15 607	228	78 525	243
	169	487 810	184	4 850	169	472 660	214	15 607	229	457 053	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	3 789 913	188	39 124	201	3 829 037	218	768 826	231	3 060 211	246
											599

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	52 453	46 562
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	52 453	46 562

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	248 586	160 511
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(1)
Solde redressé au début de l'exercice	3	248 586	160 510
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	240 822	88 076
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	42 404	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	283 226	88 076
Solde à la fin de l'exercice	12	531 812	248 586
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	901 666	1 079 325
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	(1)	
Solde redressé au début de l'exercice	15	901 665	1 079 325
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(194 261)	(177 659)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(42 404)	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(236 665)	(177 659)
Solde à la fin de l'exercice	22	665 000	901 666
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	205 333	160 554
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	205 333	160 554
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(8 999)	44 779
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(8 999)	44 779
Solde à la fin de l'exercice	31	196 334	205 333

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
Solde à la fin de l'exercice	60	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61	431 905
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63	431 905
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66	(139 418)
Solde à la fin de l'exercice	67	292 487
		399 866
		399 866
		32 039
		431 905

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICÉ TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2017 seulement, un organisme municipal peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme municipal applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 3 à 6 s'adressent aux municipalités régionales de comté (MRC) seulement		
3. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente.		
4. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente.		
5. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CM en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>
6. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)?	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences.		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**OUI****NON****S.O.**

7. L'organisme municipal applique-t-il les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?

15 16 17

ADMINISTRATION MUNICIPALE

MEMBRES DU CONSEIL

PRÉFET OU PRÉSIDENT Violaine Doyle

CONSEILLERS OU AUTRES MEMBRES

Gilles Fournier
Réjean Porlier

Carole Chevarie
Denis Miousse

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Alain Lapierre

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Alain Lapierre

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 106 RUE NAPOLÉON, BUREAU 400
(no) (rue)
SEPT-ÎLES (QUÉBEC) G4R 3L7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-1900
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 962-3365
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom ALAIN LAPIERRE

Téléphone (418) 962-1900
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 962-3365
(ind. rég.) (numéro)

Courriel alain.lapierre@mrc.septrivieres.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DELOITTE S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 421, AVENUE ARNAUD, BUREAU 200
(no) (rue)
SEPT-ÎLES (QUÉBEC) G4R 3B3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-2513
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 968-6422
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jfbonneau@deloitte.ca

Responsable du dossier JEAN-FRANÇOIS BONNEAU, CPA,CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Alain Lapierre, atteste que le rapport financier consolidé de Sept-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-21.

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sept-Rivières consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sept-Rivières détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>84 458 \$</u>
Le sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement page S40 ligne 3 est de	<u>959 616 \$</u>

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-18 14:40:09

Date de transmission au Ministère : 2015/04/27

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Sept-Rivières

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus						
Fonctionnement	1	3 722 845	3 467 735	3 727 779	1 705 616	4 824 636
Investissement	2	22 791				
	3	3 745 636	3 467 735	3 727 779	1 705 616	4 824 636
Charges	4	3 758 401	3 497 735	3 829 636	1 519 301	4 740 178
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(12 765)	(30 000)	(101 857)	186 315	84 458
Moins : revenus d'investissement	6	(22 791)	()	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(35 556)	(30 000)	(101 857)	186 315	84 458
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	37 314	30 000	39 124	164 305	203 429
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	()	()	()	31 650	31 650
Affectations						
Activités d'investissement	11	(46 562)	()	52 453	(215 050)	267 503
Excédent (déficit) accumulé	12	132 880		203 260	(343 849)	(140 589)
Autres éléments de conciliation	13			152 748	358 077	510 825
	14	123 632	30 000	342 679	(68 167)	274 512
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	88 076		240 822	118 148	358 970

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	162 201	270 676	298 200
Autres	2	2 062 727	1 989 757	4 546 674
	3	2 224 928	2 260 433	4 844 874
Passifs				
Dette à long terme	4			1 247 151
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	668 983	819 674	1 017 170
	7	668 983	819 674	2 264 321
Actifs financiers nets (dette nette)	8	1 555 945	1 440 759	2 580 553
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	231 545	244 874	2 235 976
Autres	10			52 984
	11	231 545	244 874	2 288 960
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	248 586	531 812	1 125 596
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	1 106 999	861 334	1 415 816
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 () () () (
Financement des investissements en cours	15			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	431 905	292 487	2 328 101
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	1 787 490	1 685 633	4 869 513

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Diversification économique	19	665 000	665 000
- Fonds H-Q - PMVI Romaine	20		17 315
- Fonds d'investissement H-Q SM3	21		219 351
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	665 000	901 666
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	362 066	414 438
	30	1 027 066	1 316 104
Réserves financières			
Fonds réservés	31		
	32	388 750	440 138
	33	1 415 816	1 756 242

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1				
Compensations tenant lieu de taxes	2				
Quotes-parts	3	1 290 122	982 533	959 616	959 616
Transferts	4	1 583 334	1 683 920	1 692 982	1 763 360
Services rendus	5	814 289	775 782	768 826	1 593 801
Autres	6	35 100	25 500	306 355	507 859
	7	3 722 845	3 467 735	3 727 779	4 824 636
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10				
Autres	11	22 791			
	12	22 791			
	13	3 745 636	3 467 735	3 727 779	4 824 636

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1						
Autres	2	439 763	399 656	22 559	422 215	422 215	423 598
Sécurité publique							
Police	3	9 255	3 366		3 366	3 366	6 796
Sécurité incendie	4	4 808	705	4 813	5 518	5 518	5 337
Autres	5						
Transport							
Réseau routier	6		218 418		218 418	218 418	
Transport collectif	7	173 000	189 500		189 500	189 500	167 000
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9						
Matières résiduelles	10	191 219	182 178		182 178	182 178	162 113
Autres	11						
Santé et bien-être	12						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	110 445	112 979	6 902	119 881	119 881	131 038
Promotion et développement économique	14	1 497 064	1 659 917		1 659 917	1 817 125	1 892 477
Autres	15	562 230	555 384		555 384	555 384	515 971
Loisirs et culture	16	472 951	467 810	4 850	472 660	1 202 031	1 207 508
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	7 000	599		599	24 562	12 637
Amortissement des immobilisations	19	30 000	39 124	(39 124)			
	20	3 497 735	3 829 636		3 829 636	4 740 178	4 524 475

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

ANNEXE B

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sept-Rivières

Code géographique : NR971

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières S4

États financiers audités S5 - S25

Renseignements non audités S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières S30

Taux global de taxation réel audité S31 - S34

Autres renseignements non audités S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), ALAIN LAPIERRE, atteste la véracité du rapport financier

de Sept-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date

2015-04-21

Signature

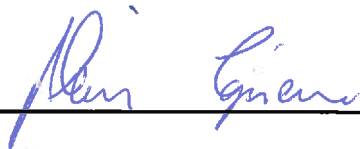


TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de TNO Lac Walker, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de TNO Lac Walker au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que TNO Lac Walker inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2, et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Deloitte S.B.M.C.R.L. (s.r.l.)

(1)

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A105898

DATE 2015-04-20

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalisations 2014		Total	Réalisations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	241 283	244 811			244 811	238 478
Compensations tenant lieu de taxes	2	88 309	88 309			88 309	88 309
Quotes-parts	3						
Transferts	4	31 530	28 425			28 425	51 623
Services rendus	5						
Imposition de droits	6	500	6 552			6 552	72 951
Amendes et pénalités	7						
Intérêts	8	25 000	33 085			33 085	37 988
Autres revenus	9		25 958			25 958	
	10	386 622	427 140			427 140	489 349
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17						
	18	386 622	427 140			427 140	489 349
Charges							
Administration générale	19	145 991	147 479			147 479	141 641
Sécurité publique	20	37 444	38 973		5 765	44 738	34 213
Transport	21	74 758	61 377		(6 194)	55 183	94 854
Hygiène du milieu	22	28 300	25 945			25 945	26 873
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	53 929	45 067			45 067	50 774
Loisirs et culture	25	11 100	16 672		2 984	19 656	11 458
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	100	24			24	25
Amortissement des immobilisations	28	12 500	2 555	(2 555)			
	29	364 122	338 092			338 092	359 838
Excédent (déficit) de l'exercice	30	22 500	89 048			89 048	129 511

Déposé le "2015-04-27"

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	22 500	89 048	129 511
Moins: revenus d'investissement	2 ()))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	22 500	89 048	129 511
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	12 500	2 555	12 485
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	12 500	2 555	12 485
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 ()))
	18			
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	35 000)	10 133)	47 515)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			10 000
Réserves financières et fonds réservés	22		(26 116)	(66 768)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(35 000)	(36 249)	(104 283)
	26	(22 500)	(33 694)	(91 798)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		55 354	37 713

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 ()))
Sécurité publique	3 (	)	10 133)	47 515)
Transport	4 (	35 000)))
Hygiène du milieu	5 ()))
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 ()))
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 (	35 000)	10 133)	47 515)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	35 000	10 133	47 515
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18	35 000	10 133	47 515
	19			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	95 828	95 828	90 049
Charges sociales	2	18 896	18 896	17 810
Biens et services	3	234 502	216 684	229 870
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4			
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	100	24	25
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	2 296	2 185	2 108
Autres	10			
Autres organismes	11			1 300
Amortissement des immobilisations	12	12 500	2 555	12 485
Autres				
- Créances douteuses	13		1 920	6 191
-	14			
-	15			
	16	364 122	338 092	359 838

**ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	241 283	244 811	238 478
Compensations tenant lieu de taxes	2	88 309	88 309	88 309
Quotes-parts	3			
Transferts	4	31 530	28 425	51 623
Services rendus	5			
Imposition de droits	6	500	6 552	72 951
Amendes et pénalités	7			
Intérêts	8	25 000	33 085	37 988
Autres revenus	9		25 958	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	386 622	427 140	489 349
Charges				
Administration générale	12	145 991	147 479	141 641
Sécurité publique	13	37 444	44 738	34 213
Transport	14	84 258	55 183	94 854
Hygiène du milieu	15	28 300	25 945	26 873
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	53 929	45 067	50 774
Loisirs et culture	18	14 100	19 656	11 458
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	100	24	25
	21	364 122	338 092	359 838
Excédent (déficit) de l'exercice	22	22 500	89 048	129 511
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		1 594 601	1 465 090
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		1 594 601	1 465 090
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		1 683 649	1 594 601

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	22 500	89 048	129 511
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	35 000 ) (	10 133 ) (	47 515)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	12 500	2 555	12 485
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(22 500)	(7 578)	(35 030)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
	12		81 470	94 481
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14		81 470	94 481
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		1 472 194	1 377 713
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		1 472 194	1 377 713
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		1 553 664	1 472 194

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	265 243	202 900
Placements temporaires	2	1 283 160	1 254 508
Débiteurs (note 5)	3	42 809	94 965
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 591 212	1 552 373
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	37 548	80 179
Revenus reportés (note 12)	13		
Dettes à long terme (note 13)	14		
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	37 548	80 179
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	1 553 664	1 472 194
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	129 985	122 407
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21		
	22	129 985	122 407
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	1 683 649	1 594 601

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	89 048	129 511
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 555	12 485
Autres	3		
-	4		
	5	91 603	141 996
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	52 156	(47 659)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(42 631)	45 560
Revenus reportés	9		
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	101 128	139 897
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(10 133)	(47 515)
Produit de cession	16		
	17	(10 133)	(47 515)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		1 078 536
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		1 078 536
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	()	()
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29		
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	90 995	1 170 918
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	1 457 408	286 490
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	32	1 548 403	1 457 408

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

Le TNO Lac Walker constitue les territoires non municipalisés de la M.R.C. de Sept-Rivières.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brute afin d'enregistrer l'ensemble des activités économiques.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garanti.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

S.O.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux. L'amortissement est déterminé selon la méthode d'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	20 et 40 ans
Améliorations locatives	20 ans
Logiciel informatique	4 ans

Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs
S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Placements temporaires

Les placements sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations, figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs et les durées de vie utile des actifs à long terme. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	7 001	10 276
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	8 180	21 680
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7		
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Droits, intérêts, divers	9	27 628	63 009
-	10		
	11	42 809	94 965
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	12 449	10 536
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)	
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33		
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	37 548	80 179
Salaires et avantages sociaux	38		
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
-	42		
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	37 548	80 179
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
13. Dette à long terme		
	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>
	<u>de</u>	<u>de</u>
	<u>à</u>	<u>à</u>
Obligations et billets en monnaie canadienne	53	
Obligations et billets en monnaies étrangères	54	
Gains (pertes) de change reportés	55	
	56	
Autres dettes à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	57	
Organismes municipaux	58	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	59	
Autres	60	
	61	
Frais reportés liés à la dette à long terme	62() ()	
	63	

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2015	64	72	80	89	97
2016	65	73	81	90	98
2017	66	74	82	91	99
2018	67	75	83	92	100
2019	68	76	84	93	101
2020 et +	69	77	85	94	102
	70	78	86	95	103
Intérêts et frais accessoires			87()		104()
	71	79	88	96	105

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	1 553 664
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	1 553 664
	1 553 664	1 472 194

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	223 111	140		167		194	223 111
Autres	113		141		168		195	
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115		143		170		197	
Améliorations locatives	116	59 670	144		171		198	59 670
Véhicules	117		145		172		199	
Ameublement et équipement de bureau	118		146		173		200	
Machinerie, outillage et équipement divers	119		147		174		201	
Terrains	120	4 589	148		175		202	4 589
Autres	121	1 665	149	57 648	176	1 665	203	57 648
	122	<u>289 035</u>	150	<u>57 648</u>	177	<u>1 665</u>	204	<u>345 018</u>
Immobilisations en cours	123	47 515	151	(47 515)	178		205	
	124	<u>336 550</u>	152	<u>10 133</u>	179	<u>1 665</u>	206	<u>345 018</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	186 304	155	(6 194)	182		209	180 110
Autres	128		156	5 765	183		210	5 765
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130		158		185		212	
Améliorations locatives	131	26 174	159	2 984	186		213	29 158
Véhicules	132		160		187		214	
Ameublement et équipement de bureau	133		161		188		215	
Machinerie, outillage et équipement divers	134		162		189		216	
Autres	135	1 665	163		190	1 665	217	
	136	<u>214 143</u>	164	<u>2 555</u>	191	<u>1 665</u>	218	<u>215 033</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>122 407</u>					219	<u>129 985</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	236	
Frais reportés		
-	237	
-	238	
	239	
Note		

18. Obligations contractuelles

La municipalité est liée par différents contrats non résiliables qui viennent à échéance jusqu'en 2015. Les versements futurs s'élèveront à 51 764\$, et sont répartis de la façon suivante:

Déneigement : 36 887\$
Évaluation: 6 300\$
Services: 1 500\$
Matières résiduelles: 7 077\$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

d) Autres
S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs
S.O.

21. Données budgétaires
S/O

22. Instruments financiers
S.O.

		2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	240	265 243	202 900
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242	1 283 160	1 254 508
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	1 548 403	1 457 408
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 55 109	199 755
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 1 498 555	1 272 439
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 129 985	122 407
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 1 683 649	1 594 601

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8		
- Diversification économique	9	600 000	475 000
- Investissement-transport	10	670 000	525 000
- Rhéhabitation du lac daigle	11		70 000
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	1 270 000	1 070 000

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
-	19		
-	20		
	21		

Réserves financières

-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27		

Fonds réservés

Fonds de roulement	28		
Fonds parcs et terrains de jeux	29		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	228 555	202 439
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32		
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
-	34		
-	35		
-	36		
-	37		
	38	228 555	202 439
	39	1 498 555	1 272 439

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()
Régimes non capitalisés	43 () ()
Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()
Autres	45 () ()
Régimes non capitalisés	46 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	47 () ()
Utilisation du fonds général	48 () ()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()
Autres	51 () ()
-	52 () ()
-	53 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()
Autre financement	55 () ()
	56 () ()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 () ()
	59	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60	129 985
Propriétés destinées à la revente	61	122 407
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65	129 985
		122 407
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66	
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 () ()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () ()
	71	
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73	
	74	129 985
		122 407

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	(_____)	(_____)
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 _____	_____

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92 Oui
93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	94 _____	_____

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM	95 _____	_____
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	96 _____	_____
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97 _____	_____
	98 _____	_____

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale

Dette à long terme 1

Ajouter

Activités d'investissement à financer 2

Activités de fonctionnement à financer 3

Dette en cours de refinancement 4

Autres

- 5

- 6

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé 7

Débiteurs 8

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec 9

Autres montants 10

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés 11

Autres

- 12

- 13

Endettement net à long terme de l'administration municipale 14

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés 15

Endettement net à long terme 16

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté 17

Communauté métropolitaine 18

Autres organismes 19

Endettement total net à long terme 20

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités
reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts) 21

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu) 22

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus) 23

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	215 859	219 387	215 101
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6	13 224	13 224	12 527
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	229 083	232 611	227 628
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	12 200	12 200	10 850
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	12 200	12 200	10 850
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	12 200	12 200	10 850
	26	241 283	244 811	238 478

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	88 309	88 309
	31	88 309	88 309
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	88 309	88 309
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	88 309	88 309

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	20 030	20 030
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	20 030	20 030

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

TRANSFERTS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	5 500		5 538
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	6 000	8 395	
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			26 055
	138	11 500	8 395	31 593
TOTAL DES TRANSFERTS	139	31 530	28 425	51 623

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182		
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190		
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193		
Réseau d'électricité	194		
	195		
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196		
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197	500	1 380
Droits de mutation immobilière	198		5 014
Droits sur les carrières et sablières	199		158
Autres	200		66 768
	201	500	6 552
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		
INTÉRÊTS	203	25 000	33 085
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		
Gain (perte) sur cession de placements	206		
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209		25 958
Autres contributions	210		
Autres	211		
	212		25 958

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	20 601	20 490		20 490		22 195
Application de la loi	2	2 000	130		130		134
Gestion financière et administrative	3	101 890	105 243		105 243		92 072
Greffe	4						
Évaluation	5	21 000	19 696		19 696		21 049
Gestion du personnel	6						
Autres	7	500	1 920		1 920		6 191
	8	145 991	147 479		147 479		141 641
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	20 169	20 169		20 169		20 213
Sécurité incendie	10	17 275	18 804	5 765	24 569		14 000
Sécurité civile	11						
Autres	12						
	13	37 444	38 973	5 765	44 738		34 213
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	30 000	16 343	(6 194)	10 149		49 217
Enlèvement de la neige	15	37 558	37 558		37 558		38 866
Éclairage des rues	16	6 700	6 644		6 644		6 771
Circulation et stationnement	17		832		832		
Transport collectif							
Transport en commun	18	500					
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	74 758	61 377	(6 194)	55 183		94 854

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24						
Traitement des eaux usées	25						
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	15 000	15 110		15 110		15 565
Élimination	28	5 000	5 050		5 050		4 679
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29						
Tri et conditionnement	30	2 500	1 325		1 325		1 914
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	5 000	4 460		4 460		3 915
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	800					800
	40	28 300	25 945		25 945		26 873
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social							
	41						
Sécurité du revenu							
	42						
Autres							
	43						
	44						
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage							
	45	44 516	43 567		43 567		44 550
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux							
	46						
Autres biens							
	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces							
	48						
Tourisme							
	49						
Autres	50	9 413	1 500		1 500		6 224
Autres	51						
	52	53 929	45 067		45 067		50 774

Déposé le "2015-04-27"

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	11 100	16 672	2 984	19 656	11 458
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	11 100	16 672	2 984	19 656	11 458
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66					
	67	11 100	16 672	2 984	19 656	11 458
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69					
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	100	24		24	25
	73	100	24		24	25
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	12 500	2 555	(2 555)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de TNO Lac Walker (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Deloitte S.E.N.C.A.L. L.S.R.L. (1)

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A105898

DATE 2015-04-20

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>244 811</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>244 811</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	244 811
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
Total partiel	4	<u>244 811</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	38
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	91 886
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
		10 <u>91 924</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>152 887</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	24 106 600
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	24 699 700
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) + 2	3	24 403 150

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	152 887
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	24 403 150
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] , [6] [2] [6] [5] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) + 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	35 000	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	10 133	47 515
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives			
15			
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
22	35 000	10 133	47 515

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32	10 133	47 515
Autres immobilisations	33		
34		10 133	47 515

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1				
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7				
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13				
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15				
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26				
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
	28				

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 134	1 134	1 306
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	270	270	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	111		
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	646	646	664
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	135	135	138
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 296	2 185	2 108

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	0,30	34,00	***	***	***
Professionnels	2	0,10	34,00	***	***	***
Cols blancs	3	1,10	34,00	***	***	***
Cols bleus	4			***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
Élus	8	1,50		***	***	***
	9	5,00		10 888	2 167	13 055
	10	6,50		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
	Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11			
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			
Réseau de distribution de l'eau potable	13			
Traitement des eaux usées	14			
Réseaux d'égout	15			
Autres	16	28 425		28 425
	17	28 425		28 425

Déposé le "2015-04-27"

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale											
Application de la loi	1	130	27		83	130	79		105	130	131
Évaluation	2	19 696	28		54	19 696	80		108	19 696	132
Autres	3	127 653	29		55	127 653	81		107	127 653	133
	4	147 479	30		58	147 479	82		108	147 479	134
											24
Sécurité publique											
Police	5	20 169	31		57	20 169	83		109	20 169	135
Sécurité incendie	6	18 804	32	5 765	58	24 569	84		110	24 569	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	38 973	36	5 765	61	44 738	87		113	44 738	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	16 343	36	(6 194)	62	10 149	88		114	10 149	140
Enlèvement de la neige	11	37 558	37		63	37 558	89		115	37 558	141
Autres	12	7 476	38		64	7 476	90		116	7 476	142
Transport collectif	13		39		65		91		117		143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	61 377	41	(6 194)	67	55 183	83		119	55 183	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		148
Réseaux d'égout	19		45		71		97		123		149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	20 160	46		72	20 160	98		124	20 160	150
Matières recyclables	21	5 785	47		73	5 785	99		125	5 785	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	25 945	52		78	25 945	104		130	25 945	156

Déposé le "2015-04-27"

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157		172		167		202		217	232
Sécurité du revenu	158		173		168		203		218	233
Autres	159		174		169		204		219	234
	160		175		160		205		220	235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	43 567	176		191	43 567	208		221	43 567
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222	237
Promotion et développement économique	163	1 500	178		193	1 500	208		223	1 500
Autres	164		179		194		209		224	238
	165	45 067	180		195	45 067	210		225	45 067
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	16 672	181	2 984	196	19 656	211		228	19 656
Activités culturelles										
Bibliothèques	167		182		197		212		227	242
Autres	168		183		198		213		228	243
	169	16 672	184	2 984	199	19 656	214		229	19 656
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230	245
	171	335 513	186	2 555	201	338 068	216		231	338 068
										24

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	10 133	47 515
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	10 133	47 515

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	199 755	187 042
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	199 755	187 042
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	55 354	37 713
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(200 000)	(25 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(144 646)	12 713
Solde à la fin de l'exercice	12	55 109	199 755
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 070 000	1 055 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 070 000	1 055 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(10 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	200 000	25 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	200 000	15 000
Solde à la fin de l'exercice	22	1 270 000	1 070 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	202 439	135 671
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	202 439	135 671
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	26 116	66 768
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	26 116	66 768
Solde à la fin de l'exercice	31	228 555	202 439

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52	
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
Solde à la fin de l'exercice	60	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61	122 407
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	87 377
Solde redressé au début de l'exercice	63	122 407
87 377		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66	7 578
Solde à la fin de l'exercice	67	129 985
		35 030
		122 407

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution		
	<u>6</u>	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 | □ 2 | □ 0 | □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 3 | □ 7 | □ 0 | □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Égout	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
TAÏXE DE DÉNEIGEMENT	3,7000	3	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 106 RUE NAPOLÉON, BUREAU 400
(no) (rue)
SEPT-ÎLES (QUÉBEC) G4R 3L7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-1900
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 962-3365
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom ALAIN LAPIERRE

Téléphone (418) 962-1900
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 962-3365
(ind. rég.) (numéro)

Courriel alain.lapierre@mrc.septrivieres.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 421, RUE ARNAUD, BUREAU 200
(no) (rue)
SEPT-ÎLES (QUÉBEC) G4R 3B3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 962-2513
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (481) 968-6422
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jfbonneau@deloitte.ca

Responsable du dossier JEAN-FRANÇOIS BONNEAU, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3
.....

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , ALAIN LAPIERRE , atteste que le rapport financier de Sept-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-21 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sept-Rivières consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sept-Rivières détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 89 048 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,6265 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-18 14:10:11

Date de transmission au Ministère : 2015/04/27

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Sept-Rivières

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

Déposé le "2015-04-27"

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	386 622	427 140	489 349
Investissement	2			
	3	386 622	427 140	489 349
Charges	4	364 122	338 092	359 838
Excédent (déficit) de l'exercice	5	22 500	89 048	129 511
Moins : revenus d'investissement	6 () () ()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	22 500	89 048	129 511
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	12 500	2 555	12 485
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 () () ()
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	35 000 ) (	10 133 ) (	47 515)
Excédent (déficit) accumulé	12		(26 116)	(56 768)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(22 500)	(33 694)	(91 798)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		55 354	37 713

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	42 809	94 965
Autres	2	1 548 403	1 457 408
	3	1 591 212	1 552 373
Passifs			
Dette à long terme	4		
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	37 548	80 179
	7	37 548	80 179
Actifs financiers nets (dette nette)	8	1 553 664	1 472 194
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	129 985	122 407
Autres	10		
	11	129 985	122 407
Excédent (déficit) accumulé	12	1 683 649	1 594 601

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	55 109	199 755
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
- Diversification économique	15	600 000	475 000
- Investissement-transport	16	670 000	525 000
- Réhabilitation du lac daigle	17		70 000
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	1 270 000	1 070 000
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	228 555	202 439
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	()
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	129 985	122 407
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	1 683 649	1 594 601

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	241 283	244 811	238 478
Compensations tenant lieu de taxes	2	88 309	88 309	88 309
Quotes-parts	3			
Transferts	4	31 530	28 425	51 623
Services rendus	5			
Autres	6	25 500	65 595	110 939
	7	386 622	427 140	489 349
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11			
	12			
	13	386 622	427 140	489 349

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	21 000	19 696	19 696	21 049
Autres	2	124 991	127 783	127 783	120 592
Sécurité publique					
Police	3	20 169	20 169	20 169	20 213
Sécurité incendie	4	17 275	18 804	5 765	14 000
Autres	5				
Transport					
Réseau routier	6	74 258	61 377	(6 194)	94 854
Transport collectif	7	500			
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9				
Matières résiduelles	10	27 500	25 945		26 073
Autres	11	800			800
Santé et bien-être	12				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	44 516	43 567	43 567	44 550
Promotion et développement économique	14	9 413	1 500	1 500	6 224
Autres	15				
Loisirs et culture	16	11 100	16 672	2 984	11 458
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	100	24		25
Amortissement des immobilisations	19	12 500	2 555	(2 555)	
	20	364 122	338 092	338 092	359 838

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

ANNEXE C

LISTE DES COMPTES À PAYER
MRC DE SEPT-RIVIÈRES AU 16 AVRIL 2015

1. PLACEMENTS NORD-CÔTIERS	
Réf. : -Loyer pour le mois d'avril 2015	6 987.03 \$
Réf. : -Surtaxe d'affaires 2015	6 133.06 \$
2. GILLES FOURNIER	
Réf. : -Déplacement pour session du 17 mars 2015.....	78.40 \$
3. CAROLE CHEVARIE	
Réf. : -Déplacement pour session du 17 mars 2015.....	65.80 \$
4. MARIE CORBEY	
Réf. : -Déplacement pour CSP du 19 mars 2015.....	65.80 \$
Réf. : -Déplacement pour CSI du 16 avril 2015.....	65.80 \$
5. ROGER CHÉNARD	
Réf. : -Déplacement pour CSP du 19 mars 2015.....	65.80 \$
6. HERVÉ DERAPS	
Réf. : -Frais de repas pour le 10 mars 2015.....	25.00 \$
7. ALAIN LAPIERRE	
Réf. : -Frais de repas pour les 10 et 11 mars 2015, rencontre DG de la CN.....	70.00 \$
Réf. : -Frais de déplacements pour mars 2015.....	99.78 \$
8. RENÉE HAINCE	
Réf. : -Frais de déplacements pour mars 2015.....	30.00 \$
9. JEAN-FRANÇOIS VIGNEAULT	
Réf. : -Frais de repas pour le 10 mars 2015.....	25.00 \$
10. CHANTAL BOUCHARD	
Réf. : -Frais de déplacements et autres pour mars 2015.....	95.80 \$
11. ÉTIENNE LAFORTUNE	
Réf. : -Frais de déplacements pour mars 2015.....	12.00 \$
12. RECEVEUR GÉNÉRAL	
Réf. : -Cotisations pour mars 2015.....	6 458.70 \$
13. MINISTRE DU REVENU	
Réf. : -Cotisations pour mars 2015.....	14 866.28 \$
14. CARRA	
Réf. : -Cotisations pour mars 2015.....	427.52 \$
15. AON HEWITT	
Réf. : -Cotisations au fonds de pension pour mars 2015.....	5 975.80 \$
16. PME+	
Réf. : -Assurance-collective pour avril 2015 (Industrielle Alliance).....	4 609.71 \$
17. SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	
Réf. : Loyer BANQ pour le mois de mars 2015.....	3 177.42 \$
18. COGECO	
Réf. : -Frais pour mai 2015.....	52.88 \$
19. TELUS	
Réf. : -Frais entretien système Norstar pour mai 2015.....	32.25 \$
Réf. : -Frais interurbains mars et service, avril 2015.....	435.72 \$

20. TELUS MOBILITÉ	
Réf. : -Frais cellulaires pour mars 2015.....	284.11 \$
21. VISA DESJARDINS	
Réf. : -Wal-Mart; carte départ Sylvain Dufour.....	4.59 \$
Réf. : -Super C; achats divers pour le bureau.....	23.42 \$
Réf. : -Comptoir 560; repas rencontre révision PGMR du 3 mars 2015.....	62.93 \$
Réf. : -Musée régional de la Côte-Nord; cadeau départ Sylvain Dufour.....	53.98 \$
Réf. : -Librairie Côte-Nord; cadeau départ Sylvain Dufour.....	36.70 \$
Réf. : -Jean Coutu; photos élus et soirée reconnaissance.....	12.68 \$
22. BANQUE NATIONALE	
Réf. : -Frais pour perception de comptes, mars 2015.....	25.00 \$
23. OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE PC	
Réf. : -Pacte rural, PNR-3-2015-01, premier versement.....	7 000.00 \$
24. PÉTROLES IRVING	
Réf. : -Essence camion mars 2015.....	139.90 \$
25. NUMÉRIK SOLUTIONS D'AFFAIRES	
Réf. : -Copies facturables, imprimante réseau au 1 avril 2015.....	249.70 \$
Réf. : -Copies facturables, imprimante Renée au 15 avril 2015.....	21.45 \$
Réf. : -Copies facturables, imprimante Kyocera au 15 avril 2015.....	7.03 \$
26. SERVICE DE CARTES DESJARDINS	
Réf. : -Frais marchands pour mars 2015.....	256.32 \$
27. CHAMARD	
Réf. : -Versement de 30%, serv. Prof. Révision du PGMR.....	8 789.55 \$
28. COMAQ	
Réf. : -Inscription Alain Lapierre, Congrès printemps 2015.....	969.24 \$
29. SERVICES FINANCIERS DE LAGE LANDEN	
Réf. : -Location trimestrielle imprimante Renée.....	152.12 \$
30. MINISTRE DES FINANCES	
Réf. : -50 % des Recettes pour la période du 1-10-2014 au 31-03-2015.....	149 938.23 \$
31. CSST	
Réf. : -Avis de cotisation, déclaration des salaires 2014.....	75.69 \$
32. ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC	
Réf. : -Cotisation 2015-2016, Hervé Deraps.....	648.07 \$
33. L'ÉLYME DES SABLES	
Réf. : -Aide financière pour activité "Téléradiothon La Récolte".....	500.00 \$
34. FP TELESET	
Réf. : -Achat de timbres-postes.....	1 149.75 \$
35. POPCO	
Réf. : -Pacte rural, PNR-3-2014-16, FINAL.....	534.00 \$
36. CHAMBRE DE COMMERCE DE SEPT-ÎLES	
Réf. : -Aide financière "Gala des entreprises 2015".....	1 000.00 \$
37. WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE.	
Réf. : -Abonnement Actualité juridique municipale - bulletin.....	562.80 \$
Réf. : -Abonnement Code des municipalités, Internet.....	1 609.65 \$
Réf. : -Crédits sur Abonnements annulés.....	-1 215.11 \$
38. IMPRIMERIE B ET E	
Réf. : -Pacte rural, PNR-3-2014-21, versements.....	1 049.27 \$
39. VILLE DE SEPT-ÎLES	
Réf. : -Pacte rural, PNR-3-2014-02, FINAL.....	10 000.00 \$
40. CAFÉ-THÉÂTRE GRAFFITI	
Réf. : -Pacte rural, PNR-3-2014-21, versement.....	1 739.90 \$
41. CENTRE D'ENTRAÎNEMENT LE LADY ERA	
Réf. : -Pacte rural, PNR-3-2015-03, FINAL.....	6 209.00 \$

42. MESSAGERIE AILE-AIR	
Réf. : -Transports enveloppes janvier et mars 2015.....	17.43 \$
43. PG SOLUTIONS	
Réf. : -Installation Megagest sur poste de P.Gagnon.....	235.70 \$
44. FONDS DES REGISTRES	
Réf. : -Service de certification du MJQ.....	119.00 \$
45. DELOITTE	
Réf. : -Serv. Prof. Rendus-Fonds de gestion et de MEV du territoire.....	2 288.00 \$
46. CORPORATION DES ÎLES DE PC	
Réf. : -Pacte rural, PNR-3-2015-04, premier versement.....	5 555.00 \$
47. CTASI	
Réf. : -Facturation transport interbus, période 1-01 au 31-03-2015.....	16 125.00 \$
TOTAL DES DÉPENSES.....	266 085.65 \$

ANNEXE D

LISTE DES COMPTES À PAYER
TNO LAC-WALKER AU 16 AVRIL 2015

1. MRC DE SEPT-RIVIERES	
Réf. : -Dépenses partageables pour avril 2015.....	13 981.25 \$
2. HYDRO-QUÉBEC	
Réf. : -Éclairage public pour mars 2015.....	635.33 \$
3. CONSEIL DES MONTAGNAIS UASHAT MAK MANI-UTENAM	
Réf. : -Collectes des ordures et recyclage pour mars 2015.....	1 356.07 \$
4. ÉQUIPEMENTS NORDIQUES	
Réf. : -Contrat déneigement 2014-2015, vers. #4.....	5 636.65 \$
Réf. : -Contrat déneigement 2014-2015, vers. #4 (1.7 KM).....	1 718.08 \$
5. LABORATOIRE ENVIRONEX	
Réf. : -Analyses eau, mars 2015.....	302.90 \$
6. FQM	
Réf. : -Formation, Le rôle de l'off. Municipal..., Mbégou Faye.....	580.62 \$
Réf. : -Formation, Le rôle de l'off. Municipal..., J.-François Vigneault.....	788.73 \$
7. RESSOURCE DE RÉINSERTION LE PHARE	
Réf. : -Réception des matières recyclables pour février 2015.....	55.31 \$
8. SEAO-CONSTRUCTO	
Réf. : -Appels d'offres-Service d'évaluation.....	13.73 \$
TOTAL DES DÉPENSES	25 068.67 \$